

Où sont les directeurs des soins ?

Pour cette dernière CAPN de l'année et peut-être même sous ce format actuel, c'est la lassitude qui domine.

Les directeurs de soins, à l'instar de leurs homologues directeurs d'hôpital et directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux, demandent, font preuve de patience, espèrent et n'obtiennent que de bien maigres compensations au regard de leur investissement.

Ce n'est pas en réduisant le rôle des CAPN à minima que vous redonnerez confiance aux collègues. Bien au contraire. Centrer les CAPN sur quelques missions relatives aux décisions individuelles (souvent défavorables), c'est créer une forme d'insécurité et renforcer une perte de sens qui va grandissante chez les directeurs de soins. Comment doit-on interpréter, au moment où les Français demandent de l'écoute, que les instances de dialogue social soient vidées de leurs prérogatives ?

Les attentes de notre corps sont en effet nombreuses et la liste continue de s'allonger tant nous sommes peu écoutés et parfois même invisibles pour le Ministère.

Preuve en est, s'il fallait encore, les dernières annonces formulées lors du Comité de suivi GHT du 29 novembre dernier. Les directeurs des soins sont une nouvelle fois les grands absents, notamment dans les propositions sur la gouvernance territoriale.

Auraient-ils démerité ? La réponse est évidemment négative, ils ont accompagné le changement, enchaîné les intérim et pour quelle reconnaissance ? Certains directeurs des soins ont pourtant réussi à mettre en place des CSIRMT de GHT qui commencent à fonctionner alors même que dans la majorité des GHT, les CME ont préféré garder leurs avis dans chaque établissement en créant un collège médical sans pouvoir. « Ma Santé 2022 » est pourtant l'occasion de construire le système de demain. Mais pas en opposant les uns aux autres ! Comment faire comprendre aux pouvoirs publics qu'à l'hôpital les Directeurs, les médecins et les soignants veulent travailler ensemble pour mieux soigner la population ? Comment faire comprendre que chacun a sa place et que la parole des uns n'a pas plus de valeur que celle des autres ? Comment faire comprendre que les professionnels de terrain sont engagés et qu'il y a des idées pour construire en dehors des bureaux et des salons parisiens ? Comment faire comprendre que le trio de gouvernance, chef d'établissement – PCME et Coordonnateur Général des Soins, travaille dans le partage des idées et des contraintes ? Comment faire comprendre que les véritables régulateurs du système sont celles et ceux qui sont à la manœuvre dans les établissements ? Aujourd'hui l'amertume est importante ! Les transformations menées au gré des réformes ont été portées par les Directeurs des Soins. Par exemple, qu'en serait-il des suppressions de lits et des plans de retour à l'équilibre financier sans nous ? Quant à l'exercice multi-site, il est désormais quasiment aussi répandu que l'exercice mono-site ! Nous serons aussi en première ligne pour la mise en place demain de cellules de gestion des lits au niveau des GHT, appelées de ses vœux par la Ministre des solidarités et de la santé en septembre 2019.

A cela s'ajoutent tous les autres sujets concernant notre propre carrière pour lesquels nous n'avons toujours pas de réponses.

Quelles conséquences de l'universitarisation sur l'avenir des directeurs d'institut ? Quelle reconnaissance du rôle des Directeurs des soins en poste de conseillers en ARS ou à la DGOS ?

Nous nous répétons sans doute et le ferons encore longtemps tant tout semble verrouillé. La colère monte, le SMPS est même allé jusqu'à appeler à manifester, c'est dire si le climat social se tend !

Les soignants que nous avons été et que nous continuons d'être ne peuvent accepter que l'hôpital public soit aussi malmené. Et, ce ne sont pas les quelques mesures annoncées dans le plan « investir à l'hôpital » qui nous permettront d'encourager les équipes dans les services. Bien sûr, nous soulignons les avancées (création d'un grade de débouché pour les AS par exemple, reprise de la dette, légère hausse de l'ONDAM) mais regrettons le clivage créé entre services (primes aux AS de gériatrie mais pas aux AS des autres services pourtant aussi méritantes) et entre la région parisienne et la province. Dans notre réalité, cela est vécu comme du mépris pour les centaines de milliers de professionnels paramédicaux et plus largement hospitaliers.

Tout semble dit et les directeurs de soins semblent, une fois de plus, les grands oubliés. Le SMPS, soucieux de l'avenir de tous ceux qu'ils représentent, reste persuadé que les directeurs des soins doivent être mieux reconnus, mieux accompagnés pour leur permettre de continuer à agir en proximité et de porter des réformes courageuses pour le système de santé. Pour cela, il est impératif d'harmoniser les niveaux de PFR sur ceux des DH. Il est impératif d'augmenter le nombre d'emplois fonctionnels pour reconnaître l'évolution de la fonction des Coordonnateurs Généraux de Soins des établissements supports de GHT et celle des Coordonnateurs des instituts de formation. Tous ces sujets que nous n'avons cessé de répéter depuis des années, qui restent toujours d'actualité et qui le resteront tant que nous ne serons pas entendus.

Sans pour autant imaginer des « lendemains qui chantent », il faut nous redonner des marges de manœuvre et surtout nous assurer de la confiance des pouvoirs publics afin que nous ne perdions pas totalement espoir. Pour cela, un simple signal suffira, mais encore faut-il qu'il soit suffisamment fort ! Sinon, bien que ce ne soit pas dans l'ADN de notre organisation syndicale, nous nous exprimerons plus fort pour défendre l'hôpital public et celles et ceux qui le font vivre.